



Parlement européen

LETTRE D'ÉRIC ANDRIEU

DÉPUTÉ EUROPÉEN, CIRCONSCRIPTION GRAND SUD-OUEST

PORTE-PAROLE DES SOCIALISTES EUROPÉENS À L'AGRICULTURE ET AU DÉVELOPPEMENT RURAL

N° 25 - DÉCEMBRE 2018

ÉDITO

ENTENDONS L'APPEL DES GILETS JAUNES

Leurs messages ont le mérite de la clarté, leurs demandes une exigence largement partagée au-delà de leurs rangs. Que nous disent les gilets jaunes ? Réinvestissez le sens du politique, ne le limitez pas à la simple économie, à la simple croissance, au simple indicateur du produit intérieur brut. Avec souvent juste raison, ils nous interpellent : occupez-vous de votre fonction, celle d'organiser le vivre-ensemble, de construire, ensemble, la société. Pour eux, la juste transition, c'est le passage d'un modèle de développement à un autre modèle pour une planète plus juste, pas confisquée au profit de quelques-uns, mais partagée avec le plus grand nombre.

Arrêtez, réaffirment-ils avec conviction, d'opposer l'économique, le social, l'environnemental, et prenez comme nouvelle matrice politique l'ensemble de ces éléments au regard des objectifs de développement durable. Votés en 2015 au sein des Nations-Unies, ils constituent un nouveau modèle de développement. L'ancien, nous le savons, a échoué.

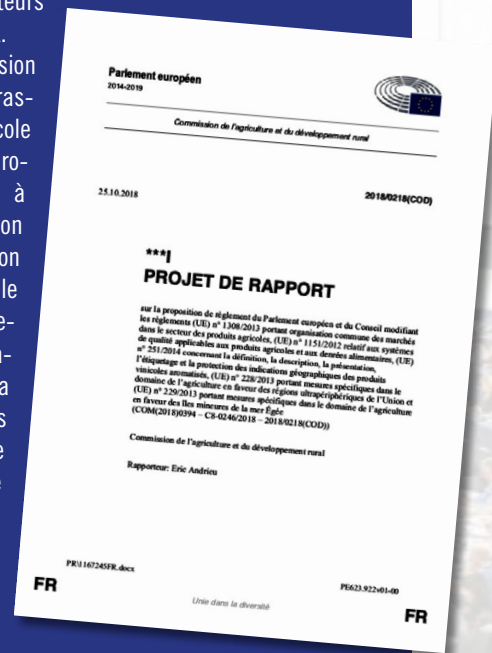
Cela fait 40 ans que le système néolibéral se développe en Europe et progresse dans le monde. Quels en sont les résultats ? Une concentration de la richesse indécente, une paupérisation croissante du plus grand nombre, une santé humaine préoccupante, une biodiversité anéantie et un réchauffement de la planète sans précédent. Oui, il nous faut agir urgemment et globalement dans l'intérêt du plus grand nombre, pour une société plus juste et plus démocratique, pour une meilleure répartition des richesses, pour augmenter le pouvoir d'achat, pour mieux se loger...

ACTUALITÉS

POUR UNE NOUVELLE PAC

Alors que les agriculteurs connaissent d'importants problèmes de revenus liés à la volatilité des prix, à la concentration de l'agroalimentaire et de la distribution, la Commission Européenne s'est limitée à une simple réforme administrative de la PAC. Co-rapporteur de cette réforme de la Politique agricole commune, j'ai, pour ma part, préconisé davantage de régulation pour garantir des prix stables et équitables avec un revenu digne de ce nom. Ainsi, les agriculteurs pourront investir dans la transition écologique que les consommateurs appellent de leurs vœux.

Alors que la Commission prévoit une coupe drastique du budget agricole commun, 85 % des Européens sont favorables à son maintien, voire à son augmentation. Dans mon rapport pour une nouvelle PAC, je propose, également, de rendre obligatoires l'étiquetage de la valeur énergétique des vins ainsi que la liste des ingrédients qui le composent.



TAXER LES GAFA

Tout un symbole. Il est temps d'arrêter les cadeaux aux grandes multinationales. À l'échelle européenne, la justice passe par une réelle taxation des GAFA (Google, Apple, Facebook et Amazon), une taxe sur les transactions financières et les spéculateurs, la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales.



POUR UNE EUROPE DURABLE ET JUSTE AU SERVICE DES CITOYENS



Afin de mieux protéger les petits producteurs contre les pratiques commerciales déloyales, à une écrasante majorité, un nouveau projet de règles a été approuvé par la Commission agriculture du Parlement européen. Nous demandions depuis des années ce cadre réglementaire. Face aux géants de la transformation et de la grande distribution, il était, en effet,

RÉÉQUILIBRER LES RELATIONS COMMERCIALES AU PROFIT DES PETITS PRODUCTEURS

urgent de rééquilibrer les relations commerciales au profit des petits producteurs et d'arrêter de dérouler le tapis rouge aux multinationales.

Je me félicite de l'interdiction de certaines pratiques. À commencer par les paiements au-delà de trente jours pour les produits périssables, les annulations tardives de commandes et le retour des invendus aux fournisseurs. Les centrales d'achat non vertueuses pourront désormais être

poursuivies à la fois à l'intérieur et à l'extérieur de l'Union Européenne. Il faut, cependant, aller plus loin dans la mesure où cette directive ne règle pas la question majeure de l'hyperconcentration dans la distribution, l'agro-alimentaire et l'agrofourmiture. Or, à l'instar du rachat de Monsanto par Bayer, cette hyperconcentration pose problème quant à l'intégrité de notre système alimentaire mondial.

LACTALIS DEVRA REMBOURSER SES AIDES DE LA PAC

Selon « Le Canard Enchaîné », la firme « Lactalis » aurait continué à vendre 8000 tonnes de lait en poudre sortant de l'usine de Craon, en Mayenne, épicentre d'une contamination de dizaines d'enfants à la salmonelle en fin d'année dernière. *S'il est avéré que le groupe laitier a continué à vendre son lait contaminé, je demande à ce que le géant des produits laitiers rembourse les millions d'euros qu'il a perçus de l'Union européenne et des contribuables. Avec 21,5 millions d'euros reçus en 2016, « Lactalis » figurait en tête des entreprises françaises bénéficiaires des aides de la PAC.*



Alors que des documents sensibles auraient été volés dans les bureaux parisiens de la Répression des fraudes à Paris, cette nouvelle affaire, dont la gestion fut pilotée au plus haut niveau de l'État, met directement en cause la responsabilité du gouvernement d'Édouard Philippe et

nous interroge sur sa capacité à protéger nos compatriotes et nos voisins européens d'un nouveau scandale sanitaire.

N'ABANDONNEZ PAS LES ROUTIERS!

Avec treize eurodéputés, j'ai interpellé la Ministre française des transports afin que les conducteurs soient rémunérés de manière égale sur un même territoire, qu'ils bénéficient des conditions de travail et de repos dignes; que soit interdit le repos dans le véhicule et que des règles de détachement strictes soient arrêtées. Sans oublier le retour régulier des conducteurs à leur domicile et des véhicules dans leur pays d'origine.

QUELLE EUROPE FACE AU CHAOS?

La Commission européenne a adopté sa stratégie à long terme sur le cli-

mat et l'énergie. Pour leur part, les Socialistes et démocrates ont fait valoir 110 propositions radicales en faveur d'un développement durable. Ce rapport constitue un pavé dans la marée néolibérale qui depuis 40 ans favorise l'hyperconcentration des richesses au profit d'une minorité et au détriment du plus grand nombre. La prochaine législature de 2019-2024 doit donc être résolument placée sous le signe du développement durable et notre futur

projet européen réduire au maximum les inégalités environnementales croissantes en même temps que les inégalités sociales déjà insupportables. Il en va de la survie même de nos démocraties ouvertes. Face à l'hyper individualisme actuel, nous devons recréer du sens et proposer des alternatives concrètes à nos concitoyens. À l'instar de notre modèle agricole, l'Europe a besoin qu'on lui redonne des couleurs et des perspectives d'avenir.

**La transition
technologique et
la transformation
vers une société
durable ne doivent
laisser personne
au bord du chemin**



MON COMBAT CONTRE LES LOBBYISTES



PAS UN JOUR SANS UN NOUVEAU SCANDALE SANITAIRE, UNE BIODIVERSITÉ GRAVEMENT MENACÉE, 80 % D'INSECTES ET 30 % DES OISEAUX DISPARUS SANS COMPTER LES POLLINISATEURS, ET POUR LES HUMAINS DES PROBLÈMES DE PUBERTÉ PRÉCOCE, DE FERTILITÉ, D'OBÉSITÉ, DES CANCERS ÉMERGENTS, DES MALADIES ORPHELINES. VOILÀ POURQUOI JE ME BATTS POUR LA RÉHABILITATION D'UNE AGRICULTURE AU SERVICE DE L'ALIMENTATION ET DE LA SANTÉ HUMAINE.

DÉFENDRE LE DROIT ET LA SANTÉ DES 500 MILLIONS D'EUROPÉENS

Plus ils m'agressent, plus ils me renforcent dans ma mission d'intérêt public. Mon boulot de député européen, c'est de défendre l'état de droit et la santé des 500 millions de citoyens européens. Depuis que j'ai pris la présidence de la Commission d'enquête du Parlement européen créée après les révélations des « *Monsanto Papers* » sur les procédures d'homologation des pesticides appelée commission « PEST » -, jamais, je n'ai

vécu autant d'événements troublants. Il est vrai que notre rapport se révèle particulièrement critique sur l'industrie des pesticides, dont les produits pourraient voir leurs conditions d'accès au marché européen durcies. Dès l'installation de la Commission, j'ai reçu une invitation à une rencontre « *informelle, c'est-à-dire confidentielle* » avec les hauts responsables de Bayer, repreneurs de Monsanto. L'intimidation de

mon assistant avec sur son bureau une pomme sur laquelle est inscrit « *Je contiens des pesticides* », les appels anonymes lui demandant des nouvelles de sa famille et des siennes et plusieurs piratages informatiques semblent répondre aux mêmes pratiques. De la même manière, je ne peux que m'étonner de la partialité du rapport d'expertise commandé par nos soins.

CONTRE LA PRIVATISATION DES BARRAGES FRANÇAIS

Alors que nous nous battons au niveau européen pour une gestion publique de l'eau, bien commun de l'humanité, Emmanuel Macron liquide un à un nos équipements publics en les confiant à des opérateurs privés. La vente de 150 des plus grands bar-

rages français constitue une décision lourde de conséquences tant pour la bonne gestion de notre réseau électrique que pour la facture des citoyens et notre sécurité. Ce qui va aux actionnaires, ne va pas à l'entretien et à la modernisation.

SAVOIE Des conseillers régionaux de gauche alertent sur l'ouverture programmée à la concurrence

Appel à la mobilisation contre la privatisation des barrages



Le barrage de la Grêle dans la Savoie pourrait être l'un des premiers concernés par la privatisation voulue par le gouvernement. Les conseillers régionaux de gauche appellent à la mobilisation contre la privatisation des barrages.

NE PAS FRAGILISER LES ZONES DÉJÀ DÉFAVORISÉES

Le Gouvernement fait une application erronée, voire discriminatoire, des critères fixés par l'Europe en matière de zones défavorisées. Voilà pourquoi je dénonce la nouvelle carte arbitrairement décidée en même temps que la menace sur les pans entiers de nos territoires. Je suis, également, disposé à soutenir un recours contre le futur arrêté interministériel dont les critères sont susceptibles d'affaiblir des bassins de vie déjà fragiles. Pour l'Aude, par exemple, ces aides représentent un montant de l'ordre de 550 000 €. Pour les foyers agricoles, ce n'est pas neutre.

PRIVILÉGIER LE PRINCIPE DE PRÉCAUTION

À Strasbourg, fut présenté le programme de recherche « *Horizon Europe* » d'un montant de 120 milliards d'euros. Soutenus par la Droite libérale, les lobbyistes des grandes

multinationales cherchent à amoindrir l'indispensable principe de précaution sous couvert d'un principe d'Innovation. Ainsi, les lobbyistes de l'énergie fossile, du tabac et de la chimie l'uti-

lisent insidieusement afin de réduire juridiquement le principe de précaution que nous défendons ardemment dans notre Commission d'enquête sur les pesticides.



MON COMBAT CONTRE LES PESTICIDES ET POUR LA SANTÉ HUMAINE

2019 SANS GLYPHOSATE

Après neuf mois de travail et 1141 amendements déposés, la Commission « PEST » chargée d'enquêter sur les procédures d'autorisation des pesticides en Europe demande à la Commission européenne, aux États membres, mais, également, à leurs agences, davantage de transparence, d'indépendance et une stricte application du principe de précaution. Nous exigeons, également, que les industriels comme Bayer rendent publiques toutes leurs études scientifiques lors d'une demande d'autorisation de mise sur le marché. Cette révolution sanitaire ne pourra, cependant, se faire sans l'indépendance des agences européennes, donc, sans ressources financières suffisantes. Enfin, en écho au mouvement français des Coquelicots, nous demandons aux États membres de ne plus approuver les substances actives synthétiques.



PERTURBATEURS ENDOCRINIENS: UNE FEUILLE DE ROUTE STÉRILE

Chaque jour, les perturbateurs endocriniens interfèrent sur notre système hormonal et peuvent autant nuire

à la santé de nos concitoyens qu'à l'environnement. Alors que l'infertilité croît en Europe avec 5 à 10 % des couples touchés et que la Commission européenne s'était engagée à réduire l'exposition des citoyens de l'Union européenne aux perturbateurs endocriniens, sa stratégie ne répond pas à

PARLONS-EN

Sur ce dossier de la puberté précoce, de la baisse des taux de fertilité et de testostérone, avec l'Endocrine Society et la Société Européenne d'Endocrinologie, j'ai co-organisé au Parlement européen une conférence relative aux conséquences des perturbateurs endocriniens sur la santé humaine.



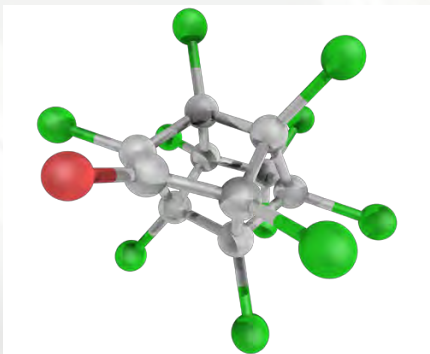
l'urgence sanitaire et environnementale. Son texte n'est pas à la hauteur des enjeux et, sous la pression des lobbyistes industriels, elle joue la montre et se refuse à une stricte application du principe de précaution.

METAM-SODIUM: SON INTERDICTION DEMANDÉE AU NIVEAU EUROPÉEN

Suite à l'intoxication en France de 81 personnes dans les départements du Maine-et-Loire et du Finistère et à la décision de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) de retirer les autorisations de mise en marché de tous les produits phytosanitaires à base de métam-sodium, dans une question écrite prioritaire adressée à la Commission européenne, j'ai demandé à l'exécutif européen d'interdire sans délai toutes les dérogations relatives au métam-sodium afin de garantir une uniformisation du principe de précaution à l'échelle européenne.



CHLOREDÉCONE : LE SCANDALE D'ÉTAT CONTINUE

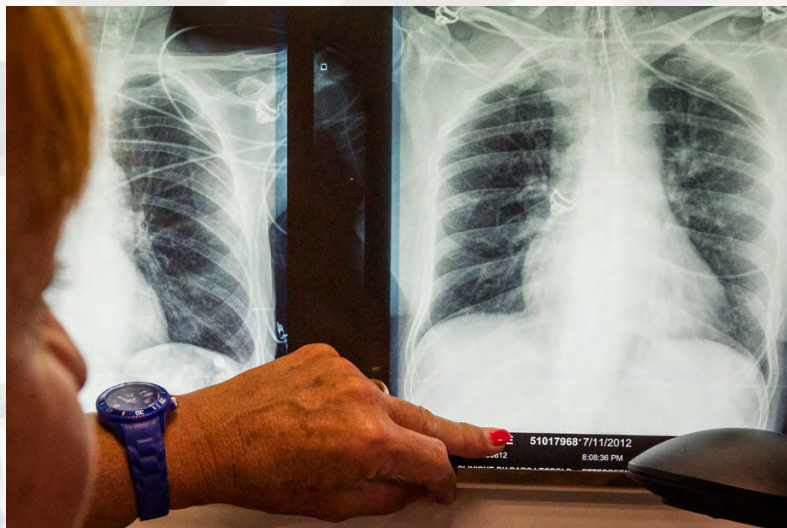


Alors qu'il a été prohibé dès la fin des années 70 aux États-Unis et classé, dès 1979, par l'OMS comme un agent cancérigène, le chloredécone, n'a été interdit en France que 20 ans plus tard, soit en 1990, et utilisé jusqu'en 1993 aux Antilles où Emmanuel Macron a reconnu la part de responsabilité de l'État sans, pour autant, accorder réparation à une po-

pulation contaminée à 90 % par cette molécule toxique. Après avoir saisi la Commission européenne en juin 2018, j'ai demandé la mise en place d'une Commission d'enquête internationale dans la mesure où les produits invendus, et contaminés, ont fini sur le sol africain et dans d'autres pays des Caraïbes.

IMPLANT FILÈS : DES PROGRÈS, MAIS TROP LENTS

Le scandale sanitaire des implants et dispositifs médicaux s'ajoute à celui des prothèses mammaires PIP en mars 2010. À l'époque, nous avons obtenu la révision de la législation européenne et, en 2013, un nouveau règlement. Cependant, les négociations avec les États membres ont trop duré et leur volonté d'affaiblir le texte fait que les dispositifs médicaux n'ont été définitivement approuvés qu'en avril 2017 et ne seront appliqués qu'à partir du 26 mai 2020.



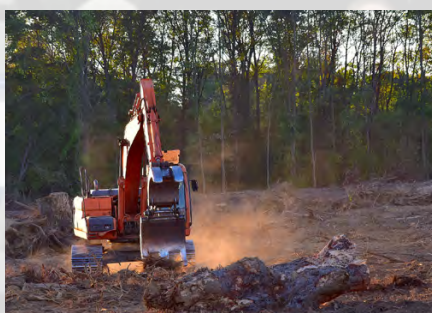
MON COMBAT POUR UN AUTRE MODÈLE AGRICOLE

ENFIN, L'EUROPE DIT NON AUX NÉONICOTINOÏDES

Les abeilles pollinisent 84 % des cultures européennes et 4000 variétés de végétaux. Or, leur taux de mortalité atteint 80 % dans certaines régions d'Europe. Avec 15 États membres en faveur, soit 74,17 %, les représentants des 28 ont fini par

étendre l'interdiction partielle des trois néonicotinoïdes tueurs d'abeilles (clothianidine, imidaclopride, thiaméthoxame) à toutes les cultures de plein champ. Avec les ONG et les médias, nous avons obtenu une vraie victoire pour la biodiversité.

LE MODÈLE AGRICOLE EUROPÉEN MENACÉ



Lors d'une mission parlementaire européenne menée au Brésil, ce que j'ai découvert en matière agricole dépasse tout ce que l'on peut imaginer. On déforeste à tour de bras. On utilise massivement des engrais. On plante du soja et du maïs génétiquement modifiés. On passe du glyphosate à hautes doses pour éli-

miner les mauvaises herbes et cela deux fois par an sur des centaines de milliers d'hectares. Sans parler des élevages géants. Si l'on ne fait rien, notre modèle agricole européen est d'autant plus menacé que l'arrivée au pouvoir du nouveau Président de la République n'améliorera pas les choses.



ÉVÉNEMENTS

LE PASTORALISME S'INVITE À BRUXELLES

Devant des représentants du Parlement et de la Commission européenne, et en présence d'éleveurs et de spécialistes, j'ai organisé à Bruxelles une exposition de cinq jours dédiée aux enjeux du pastoralisme en Occitanie.



QUEL VIN POUR DEMAIN ?

En collaboration et en présence de la Commission européenne, j'ai proposé à Bruxelles une dégustation de cépages résistants et présidé la pré-

sentation des travaux de l'INRA sur la réduction des pesticides et les alternatives possibles dans le secteur vitivinicole.

L'ESPACE SUR TERRE

« L'Agriculture: une nouvelle frontière pour la politique spatiale européenne ». Dans la perspective de la future PAC post 2020, j'ai réuni au

Parlement agriculteurs et spécialistes de la Commission européenne afin de définir un nouveau modèle agricole.



UTILISER SES PROPRES SEMENCES



Les agriculteurs bio doivent pouvoir produire et utiliser leurs propres semences. Lors de la journée mondiale de l'alimentation, j'ai demandé à la

Commission de ne pas exclure les variétés traditionnelles du matériel hétérogène biologique.

ZOOM

L'ACCÈS UNIVERSEL À L'EAU

Après des années de mobilisation citoyenne, et malgré l'opposition de la droite européenne, le Parlement européen demande aux États membres de garantir l'accès universel à l'eau pour tous et dans l'ensemble de l'Union européenne.



LE CHIFFRE

6 778

Soit le nombre d'amendements déposés par notre Commission de l'Agriculture afin de réformer la PAC en profondeur, de mieux protéger nos agriculteurs face à la volatilité des prix et de répondre aux défis majeurs du climat, de l'environnement et de la santé humaine.

J'ai voté POUR

- la résolution visant à interdire l'utilisation du dichromate de sodium, produit chimique potentiellement dangereux, cancérigène connu, dans la fabrication de la laine.
- la diversité culturelle et la création européenne grâce, notamment, à l'imposition d'un quota de 30 % d'œuvres européennes sur les services de vidéo à la demande.
- les économies d'énergie et la lutte contre le dérèglement climatique en fixant à 32 % pour 2030 la part des énergies renouvelables.
- l'Europe unie du téléphone grâce au plafonnement du coût des appels intra-européens à 19 centimes par minute pour les appels vocaux et à 6 centimes pour les SMS.

J'ai voté CONTRE

- le dumping alimentaire et les disparités entre les produits commercialisés et distribués sur le marché européen sous le même nom de marque et avec un même emballage.

EN PLÉNIÈRE

PARLER D'UNE SEULE VOIX, RÉALISTE, SOLIDAIRE ET VOLONTAIRE



« À un moment où les autres États continents nous appellent à accélérer l'organisation du vivre-ensemble au sens de « *faire société ensemble* » dans un budget au rabais, le Commissaire européen nous a proposé de réduire les budgets de la cohésion et de la politique agricole com-

mune. L'Union européenne a, pourtant, besoin de ressources propres et d'un vrai budget, avec un impôt sur les géants du numérique et sur les multinationales qui s'enrichissent sans compter sur nos territoires européens, avec une taxe carbone aux frontières et sur les transactions financières ».

STOP AU GLYPHOSATE

« Alors que Monsanto et Bayer viennent d'être condamnés en appel par la justice américaine; que 1,3 millions de citoyens européens ont signé l'initiative citoyenne « *STOP Glyphosate* », que le Parlement a mis en place une commission d'enquête sur les procédures d'autorisation des pesticides en Europe suite au

« *Monsanto papers* » et au renouvellement pour le moins controversé du glyphosate, que faites-vous pour protéger la santé des 500 millions de citoyens européens? Je formule donc le vœu que la Commission européenne propose en 2019 une révision de la législation européenne sur les pesticides et réponde aux failles



du système actuel et aux attentes des 500 millions d'Européens ».

J'APPELLE À UNE PLUS GRANDE FLEXIBILITÉ DANS LES MÉCANISMES DE SOLIDARITÉ

« Le département de l'Aude vient de vivre une inondation sans précédent. J'ai vécu celles de 1992, de 1999 et celle-ci. Chaque fois, il y eut des morts. Cette année, 14, 16 000 familles sinistrées, plus de 200 millions de dégâts matériels. Au moment où se réunit la conférence des Nations-Unies, la COP 24, à Katowice, il y a urgence à agir pour le climat et le Fonds de solidarité de l'Union européenne doit être revu comme son seuil de déclenchement. Plus nous avançons et plus les incidents climatiques interviennent sur des zones limitées et avec une intensité sans précédent ».



LES MERS ÉTOUFFÉES PAR LES PLASTIQUES

« Le temps de mon intervention 2,16 minutes 45 tonnes de plastiques supplémentaires se retrouveront dans les océans. Et ce n'est pas en interdisant les cotons-tiges, les couverts et les assiettes, les pailles, les bâtonnets-mélangeurs pour boissons et les tiges pour ballons de baudruche que nous allons régler le problème. Arrêtons cette logique néo-libérale qui consiste à dire que la pollution,



c'est l'affaire des consommateurs; la crise financière, c'est la faute des ménages, le chômage, la faute des chômeurs. Les coupables ne sont pas nos concitoyens qui jettent leurs paquets de chips dans les poubelles recyclables. L'Union européenne doit prendre ses responsabilités et s'attaquer aux vrais pollueurs de la planète: les géants de l'industrie ».

IL EST TEMPS DE REMETTRE LES PENDULES À L'HEURE

« Même si c'est important, l'Europe mérite mieux que de s'intéresser au changement d'heure. Alors qu'elle voit progresser les populistes de toutes sortes, elle n'a pas atteint les 17 objectifs de développement durable de l'ONU, basée sur le triptyque: économie, social, environnemental. La Commission aura, finalement, sacrifié nos agriculteurs et nos territoires sur l'autel du libre-échange, bafoué la question de l'égalité entre les femmes et les hommes et mis en danger la santé de millions de citoyens européens en n'appliquant pas le principe de précaution, que ce soit sur le glyphosate, les perturbateurs endocriniens ou encore les OGM ».



SUR LE TERRAIN



COHÉSION ET COHÉRENCE

La politique de cohésion est fondamentale pour l'avenir du projet européen. Si le budget reste ce qu'il est, je ne le voterais pas. À Limoux, avec Jean Brunel 1er Secrétaire Fédéral du Parti Socialiste de l'Aude.

Centre international de Recherche sur le Cancer



Organisation mondiale de la Santé

DANS LE LOT, L'AVENIR DE L'HERBORISTERIE

Une journée militante et citoyenne a été organisée par la fédération socialiste du Lot, avec différents rendez-vous ouverts aux citoyens, militants, associations de parents d'élèves, syndicats. Sur l'exploitation agricole de Benjamin Zimra, à Escamps, nous avons pu échanger sur l'avenir de l'herboristerie et sa reconnaissance.



AVEC LES TRUFFICULTEURS D'OCCITANIE

Invité à Lalbenque par les responsables de la Fédération régionale des trufficulteurs d'Occitanie, j'ai abordé le devenir de la station trufficole du Montat, indispensable au développement de la trufficulture régionale.



À ROUEN, AU CONGRÈS INTERNATIONAL D'APICULTURE

Il manque actuellement treize millions de ruches en Europe pour favoriser la pollinisation. Il est donc urgent de rétablir le lien entre l'homme et la nature: rencontre constructive avec les exposants au Congrès International d'Apiculture et d'Apithérapie, à Rouen.



LA BEE FACTORY DE MAUBOURGUET

En visite dans l'entreprise Ballot-Flurin, miellerie, à Maubourguet, j'ai apprécié son expansion économique en Belgique et en Espagne, mais, également, les soins par le miel, l'apiculture douce, l'apithérapie, les cosmétiques et les spécialités locales.



LES ASSISES DÉPARTEMENTALES DE L'ALIMENTATION

À Quimper, dans le cadre des Assises Départementales de l'Alimentation, j'ai abordé les défis de l'agriculture de demain à l'échelle européenne: PAC, modèle agricole et souveraineté alimentaire.



DÉFENDRE LES FILIÈRES PORCINES D'EXCELLENCE

Dans les Hautes-Pyrénées, je suis allé à la rencontre d'éleveurs de porcs Noirs de Bigorre, Kintoa et Corses qui font vivre nos territoires. Depuis un an, l'Europe protège les AOP et le porc Noir de Bigorre.

EN BREF

HALTE À L'HYPOCRISIE

Emmanuel Macron ne peut pas organiser une conférence sur la paix et, en même temps, continuer de vendre des armes à l'Arabie Saoudite. Pour rappel, l'Allemagne et les Pays-Bas ont arrêté ce commerce mortifère des armes à la coalition menée par les Saoudiens au Yémen.

GARANTIE ENFANCE

Un enfant sur quatre en Europe est en situation de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale. Nous demandons donc l'instauration d'une Garantie Enfance afin de mettre fin à la pauvreté infantile au sein de l'Union Européenne.

AMBITIEUX POUR L'EUROPE



L'Europe se doit d'être ambitieuse et à la hauteur des enjeux qui se dressent devant nous. Le Parlement a voté un budget à 1,3 % du revenu national brut de l'Union contre les 1,11 % proposés par la Commission européenne et les 1,13 % actuels.

OGM INTERDITS DANS LES ALIMENTS DU BÉTAIL

Des organismes génétiquement modifiés (OGM) interdits ont été retrouvés en grande quantité dans des aliments pour animaux d'élevage dans plusieurs pays européens. Face à ce nouveau scandale, j'ai saisi la Commission européenne.

POUR ME JOINDRE, POUR SUIVRE MON TRAVAIL

À NARBONNE

Permanence parlementaire
2 rue de Gruissan - Espace Soleil Bat. B
11100 Narbonne (France)
Tel: 0033. (0) 9.67.18.32.66
Fax: 0033. (0) 4.68.75.32.66

AU PARLEMENT EUROPÉEN

ASP 14G154, 60 rue Wiertz
1047 Bruxelles (Belgique)
Tel: 0032. (0) 2.28.45.170
Fax: 0032. (0) 2.28.49.170

Eric Andrieu



@EricAndrieuEU

